

ENCORE LES 213 ARTICLES...

On ne dénoncera jamais assez l'hypocrisie de ce gouvernement et de son ministre des Finances « socialistes », qui se livrent à toutes les acrobaties possibles pour, en définitive, maintenir bloqués les salaires des travailleurs.

Les travailleurs sont-ils donc trop payés? Une enquête publiée le mois dernier par le très officiel Institut National de la Statistique nous apprend pourtant que 47 % des ouvriers et 34 % des employés ont gagné moins de 30.000 francs par mois en 1956 (heures supplémentaires et primes comprises!).

Malgré des salaires aussi misérables, tous les stratagèmes, toutes les astuces sont bonnes à Mollet et à ses complices pour nous démontrer que la vie n'augmente pas et que les salaires ne doivent pas être revalorisés.

En février 1957, le plafond de 149,1 (au-delà duquel l'augmentation du salaire minimum est automatique) a failli être atteint, l'indice atteignant 148,9. Le gouvernement s'en est tiré cette fois encore en détaxant... la margarine, la confiture et quelques autres produits alimentaires. Ces détaxations artificielles sont les dix-septièmes effectuées en un an, et elles ont jusqu'à présent coûté 76 milliards au Trésor, c'est-à-dire en définitive aux travailleurs. Sans elles, l'indice du coût de la vie atteindrait officiellement 152,1 et le SMIG aurait dû être augmenté de 5 %!

En réalité, au cours de l'année 1956, la vie a augmenté effectivement de 10 %, et le budget-type établi par la Commission supérieure des Conventions collectives est passé pour cette période de 26.087 fr. à 28.737 francs par mois, selon les calculs de la CGT, et de 26.268 à 28.465 francs par mois, selon ceux de Force Ouvrière.

Toutefois, l'acrobatie devient si risquée que l'on voit maintenant une campagne se dessiner pour que « des intérêts si importants ne soient pas tributaires du prix du litre de lait » (Villiers, président du CNPF). Ainsi, puisque l'indice des 213 articles devra quand même un jour prochain, apporter la preuve que la vie a augmenté, s'apprête-t-on à le remplacer par autre chose d'encore plus malléable, si possible.

## ECONOMIES.

Ramadier réclame des économies (qu'il veut d'ailleurs essentiellement faire supporter aux travailleurs). Son collègue Thomas, ministre des P.T.T., vient de nous indiquer comment obtenir ces économies. Il a en effet déclaré le 21 février, à propos de la grève des postiers:

**« Chez nous, les jours de grève ne sont pas payés. Les grévistes ne gênent donc pas l'Administration, puisque, en définitive, celle-ci tire bénéfice d'une grève de son personnel. La présente journée lui rapportera de 8 à 9 millions. »**

Après la « grève, arme des trusts », voici la grève élément d'économie gouvernementale! Détes » n'ont pas fini de nous étonner, nos ministres « socialistes », mais peut-être un jour prochain trouveront-ils que les dizaines de milliers de petits fonctionnaires

## Les Travailleurs payent cher

Si le record de longévité gouvernementale de M. Queuille s'était déroulé dans un immobilisme parfait, celui de Mollet-Ramadier se déroule par contre dans un climat de bouleversements, de changements perpétuels, de batailles politiques et financières au sein de la bourgeoisie.

Il y a quelques jours, le « Populaire » faisait cette constatation avec fierté, en oubliant de souligner, bien entendu, les aspects dramatiques, pour la classe ouvrière et pour la jeunesse, de l'expérience « socialiste ».

Le bilan économique de l'année 1956 montre que la production s'est maintenue à un niveau très élevé. La production étant en augmentation de 6,8 % sur 1955.

Mais ce seul indice ne donne pas exactement l'état de l'économie française du capitalisme français par rapport à d'autres pays capitalistes et à l'Allemagne en particulier.

Plusieurs facteurs ont joué dans la politique de la bourgeoisie française, dont les répercussions ne sont pas encore arrivées à maturité. La guerre d'Algérie, la crise de Suez, en sont les points dominants. Mais nous verrons plus loin que, de tous les facteurs, le plus important, celui qui a permis une relative stabilité de façade au capitalisme français, est l'absence quasi totale d'action de la classe ouvrière, muselée et désillusionnée par la politique de ses organisations et en particulier le PCF.

## BILAN 1956.

Malgré l'augmentation globale de la production, le niveau de vie de la classe ouvrière a très peu progressé. Ceci ressort des chiffres publiés dans le rapport économique.

Les tendances de l'économie sont en gros les suivantes:

Revenu national en augmentation de 6,8 %.

Importation en augmentation de 17 %.

Exportations en diminution de 5 %.

Consommation globale des administrations en augmentation de 29 %.

Consommation des ménages en augmentation de 5 %.

Ces pourcentages montrent aisément la distinction entre la consommation des administrations et celle des consommateurs, et la baisse importante des exportations.

D'autre part, l'augmentation des commandes d'Etat est due en grande partie aux dépenses militaires provoquées par la guerre d'Algérie: 190 milliards pour les militaires, et 30 milliards pour les dépenses civiles.

Les indices de consommation montrent par ailleurs une stagnation réelle du pouvoir d'achat des consommateurs (indice 101) pour les produits alimentaires dont la part est prépondérante dans le budget des travailleurs les plus défavorisés.

Encore faut-il faire de sérieuses réserves sur les chiffres publiés qui montrent une augmentation de 1 % seulement des salaires pour le troisième trimestre 56, mais qui ne tiennent pas compte de l'augmentation réelle du coût de la vie. En réalité, il y a une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs depuis le début 1956.

Ce camouflage opéré par Ramadier en 1956 est maintenant clair pour tous. L'indice des 213 articles aurait largement dépassé son plafond, sans les tripatouillages sordides de Ramadier qui, de plus, fait payer par les ouvriers les détaxations opérées sur le porc, le lait, etc.

## TENDANCES DU DEBUT 1957.

Les tendances de l'économie en 1957 vont en accusant dès les premiers mois les mêmes courbes que pour 1956.

La crise de Suez, obligeant aux importations de pétrole durant l'hiver 1956-57, fait atteindre le niveau record de 61 milliards au déficit du commerce extérieur pour janvier.

D'autre part, un crédit de 100 millions de dollars est négocié actuellement aux Etats-Unis pour l'importation de pétrole.

Les capitalistes américains seront certainement très larges pour ce prêt alors qu'ils ont réalisé pour la seule Standard Oil de New Jersey un coquet bénéfice supplémentaire de 100 millions de dollars, grâce à l'augmentation du prix du pétrole résultant de la crise de Suez.

Ceci n'arrangera pas les difficultés de trésorerie de la bourgeoisie française et Ramadier continue à chercher des milliards (250 à la fin février) pour colmater les brèches dues à la guerre d'Algérie.

Il est, bien entendu, une seule méthode pour ce « gérant loyal » de l'économie capitaliste de faire des économies: pressurer un peu plus la classe ouvrière par toutes les jongleries possibles et imaginables. Contrôle des impôts renforcé surtout chez les travailleurs, subtilité sur les 213 articles, augmentation de la productivité.

En un mot, la tendance à pressurer l'ensemble des travailleurs ne fait que croître.

La durée moyenne du travail a progressé pendant 1956 de 20 % par rapport

GIROT.

(Suite page 12.)

## ERRATA

Certaines erreurs se sont glissées dans l'article « Démocratie soviétique et parti » paru dans notre numéro précédent. Nous en corrigeons ci-après les plus importantes.

La fin du dernier paragraphe du chapitre sur la conception yougoslave de la « démocratie directe », doit être rectifiée ainsi:

« droit à un système multipartis dans le cadre des conseils qui n'a rien à voir avec le système de la démocratie bourgeoise, derrière lequel s'abrite Kardelj pour rejeter le système multipartis soviétique. »

La fin du 8<sup>e</sup> paragraphe du chapitre sur « la conception des Chinois » doit être rectifiée ainsi: « ...avec le système de plusieurs partis basés sur d'autres classes que le prolétariat, mais déclarant qu'ils travaillent, eux aussi, pour la « cause du socialisme » ».

qui revendiquent actuellement pour des salaires décentes poussent un peu loin le souci des économies de l'Etat...

## COMLOTS.

Tandis qu'il fait fonctionner contre les Algériens la guillotine à une cadence accélérée, que le moindre sergent de parachutistes est promu juge d'instruction et que les avocats sont emprisonnés avec leurs clients, le gouvernement (sans doute pour sauver la face aux yeux de quelques militants socialistes) annonce de temps en temps l'arrestation d'un quarteron « d'ultras ».

Si le complot du général Faure n'était pas sans rappeler (en particulier par son manque de sérieux) celui du « Plan bleu », celui dirigé contre le général Salan et qui causa la mort d'un de ses adjoints, semble beaucoup plus grave. Avec quelques autres complices, le bras droit du général Cogny est poursuivi... une fois qu'on lui a donné tout loisir de gagner l'Espagne (comme par hasard). Ce commandant de réserve qui écrit une « Psychologie du Parti Communiste français » a peut-être gardé une certaine nostalgie de l'époque de la Cagoule, mais il n'est vraisemblablement qu'un comparse — comme Despuech lui-même qui, malgré son expérience indochinoise, n'a pas encore compris que des groupes financiers sont derrière les divergences apparentes des diverses fractions de la bourgeoisie sur les problèmes du colonialisme.

Il est difficile de penser qu'un adjoint du commandant des troupes françaises du Maroc (qui utilisait l'avion personnel de son chef pour ses liaisons Rabat-Alger-Paris) ait agi sans l'accord tacite de celui-ci. Quête aboutit à l'état-major d'un Et ce n'est pas par hasard si l'engénéral particulièrement combatif — qui poursuit dans le même temps ses anciens collègues devant les tribunaux pour sauvegarder sa réputation d'homme fort en Indochine — et qui, tenant à conserver cette réputation en Afrique du Nord, est prêt à s'allier avec les éléments les plus réactionnaires de la colonisation pour lesquels Lacoste lui-même n'est pas assez « dur ».

## Cercle Karl Marx

La prochaine réunion du Cercle Karl Marx se tiendra:

Vendredi 22 Mars, à 21 heures  
Salle des Sociétés Savantes  
Rue Serpente (Métro Odéon)  
sur le sujet suivant:

## AU MOYEN-ORIENT

L'impérialisme aux prises  
avec la révolution arabe

## REGION BRETONNE.

Pour toute demande de documentation ou discussion, adresser la correspondance à l'adresse suivante:

Fred ROSPARS  
Plougasnou (Finistère)